



Les nouvelles du ReSaD

N°2- Juin 2011

LE 9^{ÈME} SESSION DU COMITÉ DE RÉVISION DE L'UNCCD PASSE UN CAP !

Du 21 au 25 Février 2011, s'est tenue à Bonn en Allemagne la 9ème session du comité de revue de la mise en œuvre de la convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CRIC9 - UNCCD). Elle a comptabilisé les représentants de 144 pays, de 14 organisations intergouvernementales et de 32 organisations de la société civile (OSC). Pour la première fois, les informations fournies par les pays signataires de la convention furent recueillies dans des rapports pays standardisés. Cet exercice a permis de mettre en avant le besoin de simplification du processus de recueil et de validation des données, mais aussi la nécessité d'évaluation et de classification des bonnes pratiques ainsi répertoriées.

La société civile dialogue avec les pays Parties

Un des moments importants fut la session de dialogue ouvert, l'occasion pour 5 acteurs issus de la société civile de Moldavie, Inde, Trinidad et Tobago, du Niger et de la France d'apporter leurs expériences et analyses respectivement sur :

- le problème des savoirs et comment faciliter leur circulation entre les chercheurs et les populations locales,
- comment conjuguer la lutte contre la pauvreté et la réhabilitation des terres non productives en terres agricoles;
- le rôle du renforcement des capacités et du partenariat;
- les forces et les faiblesses du cadre de « rapportage » UNCCD (portail PRAIS) ;
- la diversité des actions menées par les OSC, le besoin de concertation avec les scientifiques et de coordination avec tous les autres acteurs notamment dans le cadre de l'UNCCD.

Ces présentations face à une audience très fournie de pays parties – une première ! ont provoqué de nombreuses réactions très positives, et selon l'un des participants «donnant une représentation très concrète des actions qu'il faudrait mener et démultiplier». Cet exercice a démontré une véritable valeur ajoutée de la prise en compte des acteurs locaux et de leur expertise sur le terrain et au sein des instances de décision internationale



Sommaire

Bienvenue au Groupe de Coordination des Zones Arides.....	page 2
SPONG, pour une complicité véritable entre les acteurs au Burkina Faso	page 2
Le CNCOD développe l'opportunité du RéSaD au Niger.....	page 3
Le Groupe de Travail Désertification, un réseau pluri-acteurs.....	page 3
Agenda.....	page 4
On en parle.....	page 4
Publications.....	page 4

En perspectives

CRIC9 marque un tournant pour une mise en œuvre opérationnelle de la convention dans laquelle les OSC peuvent jouer un rôle.

Il convient maintenant pour toutes les OSC d'affiner leur préparation, de restitution des sujets abordés et d'avancer en lien avec les organes de coordination de leur pays. Pour transformer les échanges du CRIC9 en décisions à COP10, rendez vous pris du 10 au 21 octobre à Changwon, Gyeongnam Province, République de Corée.



Mali

LE GROUPE DE COORDINATION DES ZONES ARIDES MALI GCOZA MALI

« Nord et Sud, combattons ensemble le SIDA (Système Incontrôlé de la Dégradation Accéléralante des Ressources naturelles) écologique au Sahel » (GCOZA Mali)

Créé en août 2004, le Groupe de Coordination des Zones Arides/Mali (GCOZA/Mali) est un démembrement de GCOZA International basé en Norvège. Il joue le rôle de cadre d'échange, de représentation, de réflexion et d'action pour la participation des ONG, des collectifs d'ONG, des services étatiques et des institutions de recherches à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles.

Ce réseau malien est composé d'ONG nationales et internationales, de collectifs d'ONG, des structures techniques et des instituts de recherche, soit au total 40 membres.

La stratégie de GCOZA/Mali s'articule autour d'axes suivants:

- L'amélioration de la capacité et de la qualité des interventions de ses structures membres;
- La mise en relation de compétences reconnues sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles dans les zones arides et sur la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD);
- Le renforcement de sa viabilité institutionnelle par ses membres (élargissement du réseau, appui technique ou financier, engagement des structures membres dans la mise oeuvre des objectifs du réseau ...);
- Le développement d'interventions participatives pour lutter contre la pauvreté;
- La défense de l'élaboration de politiques et d'orientations stratégiques profitables à l'ensemble des membres du réseau.



A retenir

La mission de GCOZA Mali est de contribuer au développement du Mali à travers le renforcement de la participation de ses membres aux activités liées à la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles (lutte contre la désertification, bio-sécurité, bio-diversité etc...).

Ses objectifs :

- Assurer la représentation de GCOZA/Mali au niveau national et international.
- Favoriser la mise en place et le fonctionnement d'un système de communication au sein du réseau.
- Renforcer les capacités des membres.
- Contribuer au renforcement de la société civile malienne dans les secteurs de prédilection de GCOZA/Mali.



Burkina-Faso

CONSTRUISONS UNE VERITABLE COMPLICITÉ ENTRE LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

« Vivre décemment en zone aride, c'est possible. Mais aucune initiative isolée n'est suffisante pour vaincre la désertification » (SPONG Burkina-Faso)

Depuis son lancement officiel en octobre 2010, le Réseau Sahel Désertification (RéSaD) organise des rencontres et des consultations sur la lutte contre la désertification en vue d'établir une véritable complicité entre les acteurs. L'équipe de la Coordination Nationale du RéSaD/Burkina a été reçue par la Coordinatrice Nationale du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)/ONG le jeudi 03 février 2011; l'occasion de présenter l'initiative RéSaD qui ambitionne de garder la flamme de la Lutte Contre la Désertification allumée, ainsi que les activités et actions déjà réalisées tant en Europe qu'en Afrique.

On peut conclure que cette pratique du RéSaD rencontrera une oreille attentive des Partenaires Techniques et Financiers. D'autre part, la Coordinatrice du FEM/ONG a relevé les faibles capacités des demandeurs à présenter des projets éligibles au fonds qui travaille à relever de nouveaux défis et à déterminer de nouvelles priorités avec l'Etat.

Perspectives



La Coordination nationale du RéSaD/SPONG au Burkina Faso conduira en juin 2011 une campagne de collecte d'informations sur l'état des besoins de renforcement de capacités des organisations et associations membres du SPONG qui interviennent sur la désertification, la dégradation des terres, le changements climatiques et la conservation de la biodiversité. A court ou moyen terme, l'étude vise l'amélioration des taux de succès des demandes de financement des micro-projets environnementaux présentés par les acteurs de la société civile à certains partenaires techniques et financiers qui souhaitent accompagner le SPONG et ses membres.

Les résultats permettront d'identifier les thèmes et de cibler les objectifs des prochaines sessions de renforcement des capacités en matière de mobilisation des ressources.



Niger

LE CNCOD DÉVELOPPE L'OPPORTUNITÉ DU RÉSad AU NIGER

Depuis le lancement du RéSaD à Niamey en octobre 2010, le Comité National des ONG sur la lutte contre la Désertification (CNCOD) alterne conférences des Nations Unies et liens avec les organisations de bases. Ainsi du 25 au 26 mars 2011 la Chambre de Commerce-Tahoua a servi de cadre pour la tenue d'un atelier régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des ONG sur l'intégration des changements climatiques et de l'adaptation dans les projets et Programmes de Développement Locaux en lien avec la désertification. Cette formation a été possible grâce à l'appui financier et technique du Conseil national pour l'environnement et le développement durable le (CNEDD) pour la tenue de trois ateliers régionaux.

A travers le RéSaD, les ONG de Tahoua, Dosso et Maradi viennent d'être formées sur la problématique de l'environnement en lien avec le changement climatique. Ainsi une cinquantaine de responsables d'ONG sont repartis satisfaits et outillés sur les différents mécanismes du changement climatique et de lutte contre la désertification.

Ce fut aussi l'occasion de faire une restitution sur la participation du CNCOD au CRIC 9 et sur la conférence de CANCUN.

Concernant CRIC9, nous notons les bonnes pratiques présentées par le Niger et un effort à porter sur procédures d'accréditations des ONG.



Perspectives

Le CNCOD et CARE sont en concertation pour définir un plan d'activités en vue de l'exécution d'un nouveau programme sur le changement climatique.

Avec les élections qui viennent de s'achever au Niger, le CNCOD vient de rencontrer le Directeur de cabinet du Premier Ministre. Les échanges ont porté sur l'engagement des nouvelles autorités à travailler avec la société civile et à réfléchir ensemble sur les possibilités d'attaquer le défi de la désertification et du changement climatique.



France

LE GROUPE DE TRAVAIL DÉSSERTIFICATION, UN RÉSEAU PLURI-ACTEURS



Le GTD a commencé l'année 2011 par une journée d'échange avec le groupe Biodiversité et Développement mis en place par le Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) sur le thème « services écosystémiques et sécurité alimentaire ». Ce fut d'une part l'occasion d'aborder ce sujet sous divers angles : scientifiques, institutionnels, acteurs locaux mais aussi de se projeter dans l'avenir 2050 sur la question alimentaire. De ce premier atelier, le GTD, le MAEE et l'Agence française de Développement ont souhaité poursuivre vers une publication commune sur « les conditions pour une transition vers les systèmes d'agriculture durables »... les travaux sont en cours et devraient porter leurs fruits à l'échéance du Forum de l'eau de Marseille et de RIO+20 en 2012.

Les développements de l'insécurité au sud de l'Algérie, au nord du Mali, en Mauritanie, au nord du Niger (prises d'otages successives, assassinats...) ont aussi marquée ce début d'année. Ils ont eu pour effet collatéral, l'arrêt progressif des activités de beaucoup d'acteurs du développement dans les zones les plus arides de ces pays. En effet, la France déconseille voire interdit à ses ressortissants de se rendre sur ces territoires. C'est dans ce climat que le GTD a souhaité interpeller l'UNCCD en organisant un side-event au CRIC9 sur le sujet. Et malgré le titre provocateur, "Quand insécurité et absence de développement couchent dans le même lit", l'évènement a attiré tout de même 35 personnes dont les points focaux Désertification Mali et Niger. Les intervenants ont partagé la nécessité d'avoir un sursaut d'engagement pour poursuivre coûte que coûte les partenariats et éviter de faire le jeu des forces de déstabilisation qui tendent à l'arrêt de ces actions ; car ne rien faire, c'est laisser faire. Il s'agit maintenant d'inventer de nouvelles formes de partenariat .

A venir

- Un guide plaidoyer en matière de lutte contre la désertification
- Une analyse sur l'agroécologie en zones arides illustrée d'expériences de terrain

Agenda



17 juin journée mondiale de lutte contre la désertification

Le GTD s'associe à Tiken Jah Fakoly, solidaire de la cause des zones arides, lors d'une table ronde à Paris en présence de membres et partenaires du GTD. La vidéo de la table-ronde sera bientôt disponible sur le site du GTD.

> Plus d'infos : www.gtdesertification.org

RFI C'est pas du vent Spécial Lutte contre la désertification

Dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la désertification, le GTD et le RéSaD ont participé à l'enregistrement de l'émission : "C'est pas du vent" de la radio RFI

> Diffusion le 18 juin à 11h 10 et le 19 juin 2011 à 11h30 sur RFI Afrique et podcastable sur <http://www.rfi.fr/emission/cest-pas-vent>

Rendez-vous sur unccd.int



• Evènement de haut niveau Désertification :

20 Septembre 2011, New York, en marge de l'assemblée générale des Nations Unies

• 10ème Conférence des Parties - Cop10 :

du 10 au 21 Octobre 2011 à Changwon, Gyeongnam Province, République de Corée
<http://www.unccd.int/cop/cop10/menu.php>

On en parle

Haro sur les terres agricoles !

L'accaparement des terres signifie l'achat ou la mise à disposition de terres agricoles sur une longue période et de manière massive à des états ou des entreprises privées à l'échelle internationale. Depuis quelques années, il se développe de manière inquiétante au nom d'objectifs de sécurité alimentaire autant en termes de surfaces que de processus de négociations opaques entre gouvernements, entreprises ou affairistes. Déjà en 2009 la Banque mondiale estimait à 45 millions d'hectares, les terres agricoles dans les pays en développement faisant l'objet de telles transactions. Pour le cas de l'Office du Niger au Mali, le GTD a rencontré Faliry Boly, secrétaire du Sexagon, syndicat agricole de la zone où des investisseurs étrangers – telle que la Lybie pour 100 000 hectares - se sont vus alloués d'importantes surfaces agricoles selon des termes contractuels discutables et sans la participation des agriculteurs. Au nom du Sexagon, Faliry Boly a exprimé son désaccord devant de telles pratiques et a dénoncé une forme d'hypocrisie des décideurs contractualisant des surfaces agricoles irrigables qui dans les faits n'existent pas. Un marché de dupes en quelque sorte. A l'observation du printemps arabe, on pourrait reprendre une formule suivante entendue à Desertif'Actions « Si les Etats ne s'occupent pas des préoccupations des paysans, les paysans vont s'occuper des Etats ».

Publications



Lutte contre la désertification : pratiques et recommandations

Dans le cadre de la soumission des rapports de la société civile à la mise en œuvre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le CARI a écrit ce rapport à partir d'entretiens réalisés avec des ONG, membres du GTD.

Téléchargeable sur www.gtdesertification.org



La pratique de la gestion durable des terres

Avec le concours de la FAO et de WOCAT, Terrafrica a publié un ouvrage pour promouvoir des bonnes pratiques de gestion durable des terres. Le document est illustré par 47 études de cas pratiques réparties en 13 groupes de technologies de gestion durable des terres.

Téléchargeable sur www.terrafrica.org

Membres



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courrier - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org
www.cariassociation.org/resad

Partenaires

